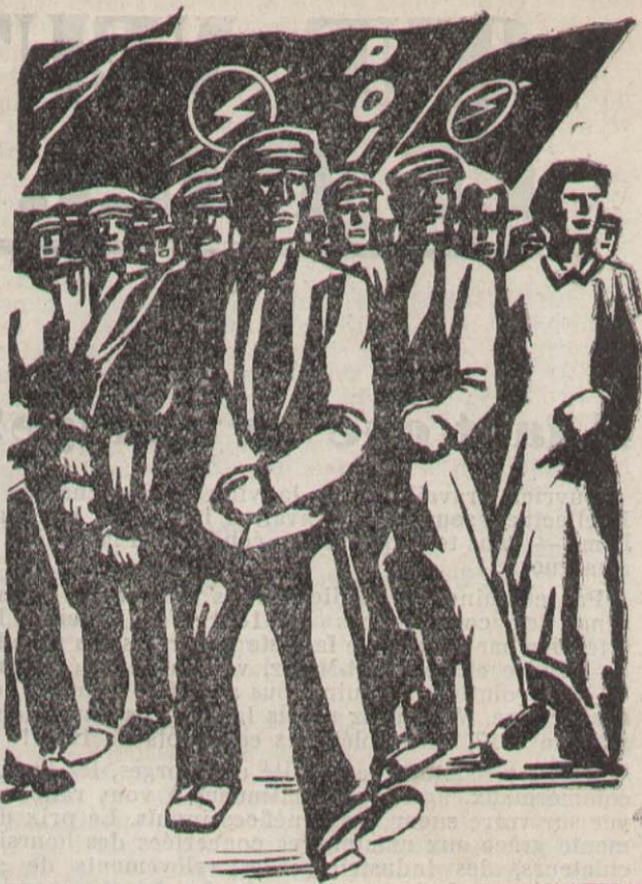


PARTI OUVRIER INTERNATIONALISTE
— IV° INTERNATIONALE —

**Q
U
E
V
E
U
T
E
L**



P.O.I.

**PUBLICATIONS
POPULAIRES**
15, Passage Dubail
— PARIS-X° —

1 fr.

QUE VEUT LE P.O.I. ?

Il faut que ça change!

Ouvrier, travailleur de la ville et des champs ! Artisan ou intellectuel, soumis au travail à la chaîne infernal du capitalisme — vous tous qui voulez échapper à la misère, au fascisme, à la guerre !

Par centaines de milliers, vous êtes entrés dans la lutte. Le sang des communards de 1871 s'est réveillé. Provoqués le 6 février par la racaille fasciste des trusts, du grand capitalisme, de l'Eglise et de l'Etat-Major, vous avez levé le drapeau rouge de la Révolution. En juin, vous avez fait trembler le capitalisme sur sa base. Vous avez repris la glorieuse tradition des bolchéviks de 1917, des prolétaires espagnols de 1936 !

Mais les Banques, le Comité des Forges, les trusts industriels, commerciaux, agricoles, continuent à vous rançonner, à prélever sur votre sueur des bénéfices inouïs. Le prix de la vie augmente grâce aux manœuvres concertées des boursiers, des spéculateurs, des industriels ; les relèvements de salaires sont annihilés par la hausse des prix, le chômage persistant, l'instabilité de la production, l'anarchie grandissante du capitalisme. De Wendel, Schneider, Finaly, Mercier et leurs 200 familles continuent à s'enrichir frénétiquement pendant que vous vivez dans l'espérance (seulement l'espérance !) d'un lendemain meilleur.

L'ouvrier, depuis Juin, est parvenu à vendre un peu plus cher sa force de travail au patron, le petit paysan a vu stabiliser le prix de ses récoltes. Mais ces bénéfices précaires, contestés avec un acharnement sanglant par le grand capitalisme, sont acquis au prix d'une soumission plus hypocrite à la dictature de l'Etat bourgeois, de « l'ordre capitaliste », camouflée depuis cent ans dans les oripeaux de la « paix sociale ». Ces apparents bénéfices sont constamment anéantis.

Jeune ou vieux, femme ou homme, français ou immigré, tu travailles pour que l'Etat bourgeois, l'Etat-Major et les industriels se répartissent 60 % du budget, près de 40 milliards de

francs, afin d'alimenter l'arsenal de guerre impérialiste, de fournir canons, mitrailleuses et croiseurs pour protéger les monstrueuses rapines faites par Poincaré, Clemenceau, de Wendel, Schneider et Cie dans toutes les parties du monde en 1918.

Avec ton propre travail, les maîtres forgent les chaînes qui te rivent au sol, les mêmes chaînes qui torturent tes frères de misère en Afrique du Nord, en Indochine, à Madagascar.

Et la guerre éclate à nouveau dans le monde ! C'est pour la défense de leurs profits que les capitalistes d'Angleterre, d'Allemagne ou de France la préparent sur ton dos, malgré leurs phrases — les mêmes dans chaque camp — sur la « paix » et la « volonté du peuple ».

Voilà pourquoi gronde le cri populaire : IL FAUT QUE ÇA CHANGE ! Oui ! Il faut que ça change ! Non pas un changement de décor, de façade ; non pas changer seulement le principe au nom duquel on nous exploite — *mais bouleverser radicalement les conditions de notre existence* ; libérer le prolétariat du capitalisme, du régime du profit, et libérer avec lui toutes les forces productives du pays ; construire le socialisme qui est rendu nécessaire à l'échelle internationale par le développement économique lui-même.

Le Parti Ouvrier Internationaliste (bolchévik-léniniste), Section française de la IV^e Internationale, s'adresse ouvertement à tous les travailleurs, avec un programme clair, inspiré des luttes du prolétariat socialiste depuis 50 ans, de la doctrine de Marx et d'Engels, de Guesde, de Rosa Luxembourg et de Liebknecht, de Lénine et de Trotsky. Les grandes lignes de ce programme sont exprimées sous forme de *charte* adoptée à son premier Congrès.

Notre Parti, constitué en Juin 1936, est en France l'héritier de la doctrine communiste de la III^e Internationale, avant que celle-ci ne fût domestiquée par la bureaucratie qui domine maintenant l'Etat russe. En effet, l'Internationale socialiste et l'Internationale communiste ne sont pas des organisations qui peuvent guider le prolétariat pour une lutte de classe victorieuse. Leur programme est un programme de coalition avec la bourgeoisie libérale et de statu quo, c'est-à-dire de maintien de l'état de choses actuel, aussi bien dans le domaine international que dans le domaine intérieur. Mais les faits démontrent que *cette façon* de revendiquer « le pain, la paix et la liberté » empêche toute Révolution sociale qui émanciperait réellement les classes exploitées.

C'est pourquoi le P.O.I. est affilié au Bureau pour la IV^e Internationale, qui constitue aujourd'hui le seul mouvement prolétarien internationaliste qui lutte réellement contre la guerre impérialiste et pour la Révolution socialiste.

Le P.O.I. est le seul parti qui représente vraiment les intérêts historiques du prolétariat, c'est-à-dire l'émancipation totale du régime du salariat. Il veut unir toute l'avant-garde prolétarienne pour guider les masses prolétariennes dans l'assaut contre le capitalisme, et c'est pourquoi il reçoit tous les coups de la bourgeoisie, du fascisme et de la direction des partis réformistes.

Du 6 Février aux grèves de Juin

Pendant des dizaines d'années, les capitalistes et leurs agents répétaient que la France était un pays d'« harmonie », d'« équilibre », d'évolution lente, et que la Révolution sociale y était impossible à cause du grand nombre de petits bourgeois et de petits paysans propriétaires. Les radicaux-socialistes et autres politiciens du même genre ajoutaient que « la Révolution » avait été faite en 1789, et qu'il n'y avait pas besoin de la refaire !

Cependant, ces phrases sont des mensonges. La France, comme les autres grands pays dits « civilisés », et spécialement depuis la grande Révolution bourgeoise de 1789-1795, est soumise aux crises et aux contradictions du système capitaliste et de la lutte des classes.

La grande bourgeoisie exploite en France 30 millions de travailleurs (parmi lesquels 2 millions d'immigrés). Les trusts bancaires et industriels dominant sans partage non seulement sur les ouvriers, mais sur les petits paysans, sur les petits commerçants et artisans, sur les fonctionnaires. Ils oppriment et exploitent des populations indigènes (60 millions d'hommes) en Afrique du Nord, à Madagascar, en Indochine. Pour encaisser un profit énorme et des bénéfices croissants, ils laissent crever de faim des centaines de milliers de chômeurs et de vieux.

La crise mondiale de 1930 est venu jeter aussi une perturbation énorme dans le capitalisme français ; car, malgré toutes les phrases sur « l'autarchie » (c'est-à-dire l'isolement du marché), les grands pays capitalistes dépendent les uns des autres et sont solidaires du développement *international* du capitalisme. Le fameux « équilibre » de l'économie française n'est qu'une légende.

Les faillites se multiplièrent. Les paysans écrasés d'impôts, de dettes et de redevances, vendaient très mal leurs produits ; les salaires ouvriers diminuaient de jour en jour, les traitements étaient misérables, la vie restait très chère et le budget s'enflait toujours, surtout pour la guerre, et pour payer la dette croissante par suite des emprunts à jet continu.

Après les élections de 1932, les radicaux avaient pris le pouvoir. Herriot, Daladier, Chautemps, incapables de maîtriser la crise, même au profit de la grande bourgeoisie, soulevèrent le mécontentement de larges couches, surtout dans la petite bourgeoisie qui les soutenait auparavant. Les réactionnaires et les groupements fascistes exploitèrent ce mécontentement et organisèrent la journée du 6 Février 1934. Ce jour-là marqua l'entrée de la France dans une nouvelle époque de luttes politiques et sociales aiguës.



LE 6 FEVRIER, jour de putsch fasciste, trouva une riposte profonde et grandissante dans la grève générale du 12 Février,

ainsi que dans les manifestations du 9 et jours suivants, puis dans une série de démonstrations puissantes et combattives du prolétariat.

Depuis ce moment, la question est clairement posée : *ou bien la classe ouvrière, unie aux éléments laborieux de la paysannerie et de l'artisanat, parviendra à renverser le capitalisme général de fascisme*, ou bien les éléments réactionnaires, militaires et fascistes de la bourgeoisie, écraseront la classe ouvrière organisée, comme en Allemagne, en Autriche, en Italie.

La classe ouvrière s'engagea résolument dans la première voie. Les tentatives fascistes, l'excès de misère, la grève générale avaient réveillé ses énergies profondes. Le prolétariat se dressa dans toute sa taille pour exiger son dû, pour briser le fascisme dans la rue, pour déborder le vieux Parlement pourri, pour instaurer un nouvel ordre social basé sur l'*expropriation* des exploités, des magnats de la Banque et de la Bourse, de l'Industrie et de la Terre.

Devant cette puissante vague ouvrière, les dirigeants des syndicats (C.G.T. et C.G.T.U.) furent contraints de marcher dans la voie de l'unité, à laquelle ils se refusaient auparavant. Les dirigeants du Parti Communiste et du Parti Socialiste se rapprochèrent et organisèrent « l'unité d'action ». Ainsi de nouvelles possibilités étaient données à l'avant-garde ouvrière pour guider l'ensemble des travailleurs vers la victoire.

Après le 6 Février, Doumergue, Flandin et Laval tentèrent d'endiguer la poussée ouvrière par une féroce politique de *déflation* et de compressions budgétaires. Les grands capitalistes esquissèrent un plan de réforme de l'Etat bourgeois (c'est-à-dire de renforcement de son autorité policière), et de super-organisation des trusts (ententes industrielles), de diminution des salaires et des traitements, de militarisme et d'armement à outrance (décrets-lois Laval).

Mais cette politique se heurtait à un mouvement de plus en plus énergique des masses (démonstrations, contre-manifestations, grèves). Les élections *cantonales* (décembre 1934) puis *municipales* (mai 1935) indiquèrent un succès croissant pour les candidats communistes. Il était clair qu'au sein des masses travailleuses se préparaient des explosions révolutionnaires. Les 11, 12, 13 août 1935, les travailleurs de Brest et de Toulon ripostèrent à Laval-Herriot dans de grandes manifestations armées que la Garde mobile écrasa dans le sang.

Les bandes fascistes s'organisaient et préparaient leurs coups de main. Mais partout, elles trouvaient une riposte, dans la rue. Le mot d'ordre des *milices ouvrières* devenait populaire dans le prolétariat. Les ouvriers comprenaient parfaitement que ce n'étaient pas la bourgeoisie, sa police et son Etat, qui « dissoudraient » les Ligues, mais bien les masses travailleuses, armées elles aussi.

C'est à ce moment que s'organisa le *Front Populaire*. Qu'est-ce que le Front Populaire ? C'est l'alliance des partis ouvriers et

syndicats groupés dans le front unique, avec le parti bourgeois radical-socialiste.

Les chefs radicaux voyaient leur parti s'effriter, car dans toutes les élections, leurs électeurs, écœurés de tant d'années de phrases radicales couvrant une politique capitaliste et militariste, se tournaient vers les représentants des *partis ouvriers*. Les éléments des classes moyennes n'avaient, à juste titre, plus confiance en eux, et se tournaient vers la seule classe qui puisse rénover la société : *la classe ouvrière*. Certains se laissaient aussi attirer par la démagogie fasciste.

C'est pourquoi les Herriot, Daladier, Chautemps, Cot et Cie, fidèles serviteurs de la bourgeoisie française, négocièrent un accord avec les dirigeants socialistes et communistes pour se renflouer en constituant le « Front Populaire ». Par ce moyen ils espéraient briser la combativité ouvrière, empêcher la Révolution, et permettre au système capitaliste de continuer ses méfaits. *Tel a toujours été le rôle du parti radical-socialiste : tromper les travailleurs, tromper les classes moyennes.*

Au même moment, l'Internationale Communiste abandonna la position de Lénine sur une question décisive : *la lutte contre la guerre impérialiste et le militarisme*. Le communiqué Staline-Laval consacra officiellement cet état de choses. Le P. C. participa alors, d'accord avec Daladier, Cot, Gamelin, Weygand et Cie, à l'action pour augmenter la puissance militaire de la France impérialiste. Cette capitulation définitive permit l'organisation du Front Populaire entre les dirigeants des grands partis ouvriers et le parti radical.

Les dirigeants du F. P. rédigèrent un programme, qui, sous la pression des radicaux, se bornait à quelques *réformes incapables de faire autre chose que d'exacerber encore les luttes*, au lieu de renverser complètement la situation au profit de ceux qui travaillent. Mais les masses ouvrières n'entendaient pas se borner à conquérir seulement ce que Herriot, Blum et Thorez les « autorisaient » à prendre. Elles marchèrent rapidement bien au delà de ce programme.

Dans les *élections législatives de Mai 1936*, les candidats du Parti Communiste gagnèrent un nombre considérable de voix ; les socialistes aussi. *Mais les radicaux perdirent 200.000 voix*, c'est-à-dire que les électeurs votèrent bien plus à gauche que ne le souhaitaient les chefs du F. P. Leur vote signifiait : nous voulons que vous fassiez comme ont fait les bolchéviks en Russie, en 1917 ! Et à peine les élections se terminaient-elles, que *déferla le plus puissant mouvement révolutionnaire que la France ait connu depuis la Commune de 1871 : les occupations généralisées d'usines de Juin.*

Un mois après, le putsch fasciste de Franco déclenchait la Révolution prolétarienne en Espagne (19-20 juillet). Ainsi, *contre le fascisme et le grand capitalisme, malgré les freins des chefs du F. P., les masses ouvrières, en France et dans le monde, entraînent dans la voie d'une nouvelle offensive contre la barbarie, pour le socialisme, par l'expropriation de la grande bourgeoisie et la dictature du prolétariat.*

De Juin à Clichy

Le Parti Ouvrier Internationaliste, Section française de la IV^e Internationale, fut fondé dans les journées qui précéderent l'explosion de Juin. Il rassembla définitivement les militants organisés dans le Groupe Bolchévik-Léniniste, la Jeunesse Socialiste Révolutionnaire et quelques autres noyaux. Le P.O.I. continuait et menait à une étape supérieure l'action commencée depuis 1927 par l'Opposition Communiste de gauche.

Contrairement aux partis du F.P., le P.O.I. affirma hautement qu'au cours des occupations d'usines de Juin, la classe ouvrière avait mis à l'ordre du jour la question décisive : *Qui sera maître des usines ? Ceux qui exploitent ou ceux qui travaillent ?* et répondait : Les ouvriers doivent dans tout le pays poser le problème du pouvoir, en convoquant des Congrès des délégués d'usine. Sur cette base il doivent sceller une alliance de combat avec les couches pauvres de la paysannerie et des classes moyennes. Le Pouvoir aux travailleurs !

MM. Thorez, Blum et autres, déclaraient au contraire : « Il faut savoir terminer une grève. » Les chefs radicaux, fidèles à eux-mêmes, firent à leurs alliés le chantage à la rupture du F. P. Le grand capitalisme, menacé jusque dans ses fondements par l'action directe de masse des ouvriers, négocia alors le *compromis des accords Matignon* pour faciliter aux dirigeants du F. P. l'étranglement du mouvement de Juin.

Les chefs syndicaux et radicaux calomnièrent le prolétariat en affirmant qu'il n'entrait en lutte pour quelques « revendications corporatives économiques ». En réalité, dans tout le pays, Juin résonna comme l'appel aux armes de tous les exploités contre leurs exploités, de la classe ouvrière contre la classe bourgeoise, du pouvoir démocratique réel du peuple travailleur, contre la puissance du mensonge démocratique bourgeois. Juin dressa sur leurs jambes des millions de travailleurs de la ville et des champs qui, sur le lieu du travail, exigèrent unanimement l'abolition des privilèges capitalistes. Mais, dans leur mouvement impétueux, ils ne songèrent pas tout de suite à se donner de nouveaux chefs, à assurer la permanence de leurs Comités de masse, à armer leurs milices, à réunir des Congrès des délégués d'usines et exiger un contrôle des travailleurs sur toutes les fonctions publiques. Les chefs roués firent peu à peu rentrer le mouvement dans son lit et, derrière eux, le patronat, l'Etat et sa police reprirent confiance.

Le mouvement de Juin abandonna derrière lui le Gouvernement du F. P. comme la mer en se retirant découvre des bancs de vase. Blum, Daladier et leurs acolytes, ouvertement et complètement soutenus par Jouhaux et Thorez, firent voter une série de lois qui enregistraient simplement une partie de ce que les ouvriers avaient arraché en Juin par l'action directe (*contrats collectifs, délégués d'usine, 40 heures, vacances payées, hausse des salaires*). Et en même temps ils firent voter d'autres lois qui permettaient au patronat de reprendre ce qu'il avait dû céder devant la menace de tout perdre : *la dévaluation, l'arbitrage obligatoire, l'interdiction de l'occupation des usines*.

Toute l'action du Gouvernement Blum est marquée du même signe : essayer de réaliser un équilibre impossible entre les exploités et les exploités, une harmonie hors nature entre le capital et le travail, substituer la « paix sociale » à la lutte de classes qui est le vrai moteur de l'histoire. Mais cette attitude conduit toujours à faire en fin de compte les affaires du capitalisme. Et l'attitude de la grande bourgeoisie, des maîtres des trusts, de la Haute Administration et de la police le fit très bien voir depuis Août.

On a coutume de nous répondre : Mais toutes les conquêtes de juin, c'est l'œuvre du Gouvernement de Front Populaire ! Nous répondons : C'est faux ! Le Gouvernement de F. P. s'est constitué pendant les grèves. Or, les victoires ont été arrachées par la grève. La grève a jailli spontanément, sans préparation, directives ni mot d'ordre des chefs du F. P. Les objectifs ont été imposés par les masses : en effet, la semaine de 40 heures, les délégués d'entreprises (les deux principales conquêtes de Juin) ne sont même pas inscrits dans le fameux « programme » parlementaire du F. P. Avant de devenir président du Conseil, Blum déclarait que « la vraie force est patiente » et qu'il n'y aurait pas trop de 4 ans pour réaliser le programme du F. P. — et en 4 mois, devant la crainte de la Révolution, il fut obligé d'en lâcher beaucoup plus.

Les conquêtes de Juin ont été arrachées par la classe ouvrière grâce à l'action directe. Au contraire, le freinage qui a suivi, devant l'offensive fasciste-patronale, est l'œuvre de Blum, Daladier, Thorez, Jouhaux.

Pour s'en convaincre il suffit de tracer un bref bilan :

Occupation des usines (arme de lutte trouvée par les ouvriers, et qui s'étend dans le monde entier).

Interdites par la police de Salengro-Dormoy-Daladier, qui fait matraquer les grévistes, évacuer par la violence et mitrailler les ouvriers (Gourmets, Metlaoui, Clichy, etc.).

Contrats collectifs, respect du droit syndical.

Sabotés journallement par les patrons et les Syndicats professionnels fascistes, qui s'abritent derrière l'arbitrage obligatoire, voté par le F.P.

Contrôle par les délégués (embauche, conditions de travail, temps, hygiène, sécurité, prix, etc.).

Délibérément foulé aux pieds par les patrons qui licencient à leur gré, grâce à l'arbitrage obligatoire de Blum-Jouhaux-Thorez-Frachon, qui torpille les grèves.

Hausse des salaires de 7 à 15 %, et hausses ultérieures.

Complètement annulées par la hausse des prix qu'a suivi la dévaluation. Toute action et répression réelle des spéculateurs par les masses empêchées par la police et le gouvernement.

Semaine de 40 heures.

Appliquée partiellement. Sabotage complet dans une série de branches (mines, alimentation, armement). La **récupération** se développe. Pas appliquée sur les chantiers de l'Exposition, etc..

Défense de l'épargne.

Vol des petits épargnants et rentiers par la **dévaluation**, faite sur l'ordre des Banques par Blum-Auriol. Privilèges accordés aux gros détenteurs d'or.

Protection du petit commerce.

Vol des emprunts pour la «**défense nationale**», qui seront convertis ou annulés par une nouvelle inflation.

Crédits de la Banque de France accordés seulement aux **gros industriels**; à peu près rien aux petits; aucune réforme sérieuse du régime des loyers et baux.

«**Démocratisation**» de la Banque de France («faire de la Banque de France la Banque de la France» (sic).

Une plaisanterie. Les nouveaux Conseillers valent les anciens Régents. La politique de la B. de F. reste liée à tout l'appareil bancaire privé dont il dépend. La B. de F. continue à être gérée au profit exclusivement des 200 familles.

L'Office du Blé

N'a pas empêché les petits payans de vendre au-dessous de 140 francs. L'Office n'a fonctionné qu'en retard et permet aux gros d'attendre.

Rien pour la viticulture, les maraichers, les betteraviers, etc. Elévation des prix agricoles au profit des gros trusts (sucres, lait, légumes, poissons).

Liberté pour les ouvriers ?

Meetings libres interdits ! On n'a le droit de manifester qu'en faveur du Gouvernement ! Saisie des journaux révolutionnaires. Et finalement : réarmement de la police en gaz de combat, mitraillettes, pompes, fils de fer barbelés et petits tanks (Initiative Dormoy-Langeron).

Dissolution des Ligues fascistes ? Epuration de l'administration, police et armée ? (affirmés solennellement mille fois...)

La Rocque et Doriot prospèrent et assassinent impunément (Cannes...). Leurs réunions et locaux protégés avec assiduité par la Garde mobile, ainsi que leur presse. Par contre, poursuites contre les partisans des milices ouvrières.

Politique de paix et de désarmement.

Service militaire de 2 ans. 60 milliards pour la guerre dans le budget de 1937. Emprunt de 8 milliards. Projets Dézarnaud de **préparation militaire obligatoire.**

Nationalisation des industries de guerre au profit des gros patrons (aviation, Schneider, Renault, Brandt, etc.). Des centaines de millions d'indemnités. Les mêmes directeurs conservés.

Politique extérieure de « rapprochement entre les peuples ».

Agression contre la Révolution espagnole. Initiative de la « non-intervention » criminelle. Blocus de l'Espagne au profit de Franco et des banquiers anglo-français.

Libertés démocratiques aux peuples coloniaux.

Répression farouche dans toute l'Afrique du Nord. **Massacre de Metlaoui.** Droit de vote accordé à quelques milliers d'Algériens fidèles à l'impérialisme français. Interdiction du Congrès Indochinois. **Dissolution de l'Etoile Nord-Africaine** et du Parti d'Action Marocaine.

On pourrait allonger et détailler ce tableau véridique !

... Et pour couronner cette politique, les **MASSACRES DE METLAOUI ET DE CLICHY !**

Depuis des mois, abrités derrière le Gouvernement Blum, le grand Capital, sa presse et ses organisations fascistes provoquaient les ouvriers à l'usine et dans la rue. La classe ouvrière commençait avec une irritation croissante à se rendre compte que les promesses du F. P. étaient trahies ou menaient à l'im-passe si on ne les dépassait pas. *Pour toute réponse, le Gouvernement Blum-Dormoy coucha sur le pavé d'abord 19 cadavres de mineurs tunisiens, puis 5 cadavres d'ouvriers français*, unis dans la mort comme dans l'exploitation. Cette répression sanglante fut délibérée de la part de la bourgeoisie, et Dormoy s'en fit l'exécuteur, comme Noske et bien d'autres social-démocrates en Allemagne.

Ce coup brutal plongea la classe ouvrière de France dans la stupéfaction et la colère. A la fusillade du 16 mars riposta la *grève générale parisienne du 18 mars*, glorieuse journée anniversaire de la Commune de 1871.

Mais les chefs du F. P. parvinrent encore à éluder leurs responsabilités. Toute la presse de droite et socialiste donna de la gueule contre les « trotskystes ». Le P. O. I. fut inculpé, **LA LUTTE OUVRIERE** saisie (pour la cinquième fois par le Gouvernement des libérés Blum !) simplement *parce qu'ils s'étaient trouvés côte à côte avec la classe ouvrière sous la mitraille de*

Langeron. Aux fascistes, on ne fit rien. Et le patronat, encouragé, reprit immédiatement sa tactique de provocation contre les ouvriers, en particulier par l'organisation systématique de *locks-outs*.

Voilà pourquoi, comme nous le disions au début de ces pages, les travailleurs veulent enfin que *ça change* réellement.

Notre programme d'action

Devant cette situation, le P.O.I. et les J.S.R. ont mis au point un *programme d'action immédiate*. En voici les grandes lignes, telles qu'elles sont développées dans ses journaux, ses tracts, ses réunions publiques, dans son action à l'usine, aux champs et dans la rue.

AUX TRAVAILLEURS DE TOUTES CATEGORIES, NOTRE PARTI DECLARE :

Seule une **LUTTE DE CLASSE** acharnée
contre le patronat,
pour la liberté d'organisation et de manifestation des masses,
pour la conquête du pouvoir,
peut nous sortir du marasme actuel et nous permettre d'écraser le fascisme.

IL FAUT ORGANISER UNE OFFENSIVE GENERALE DU PROLETARIAT.

POUR

L'augmentation immédiate de tous les salaires de 20 % aux ouvriers, employés et fonctionnaires, etc...

Le réajustement des salaires par l'échelle mobile sous le contrôle de l'organisation syndicale et des délégués ouvriers.

A travail égal, salaire égal, pour les femmes, les jeunes, ainsi que pour les travailleurs coloniaux et immigrés.

L'application effective des 40 heures à toutes les corporations.

AUX CHOMEURS :

Le relèvement de l'allocation de chômage à 15 fr. par jour, allocation uniforme pour toute la France, pour tous les chômeurs français, coloniaux ou immigrés, pour les jeunes comme pour les adultes ;

L'exonération des loyers ;

La suppression de l'arrérage des loyers ;

La gratuité des transports ;

L'assurance-chômage.

POUR LES VIEUX TRAVAILLEURS :

A partir de 55 ans, une pension insaisissable de 7.000 fr. par an.

POUR LES LOCATAIRES, PETITS COMMERÇANTS ET ARTISANS :

Suppression des paliers de 15 % ;
Vote d'un nouveau moratoire des loyers s'opposant à toute augmentation et à toute saisie ;
Suppression de la patente ;
Bénéfices de l'allocation de chômage aux artisans et indemnités de crise aux petits commerçants ruinés.

POUR LES PAYSANS TRAVAILLEURS :

Moratoire immédiat des dettes paysannes ;
Arrêt de toutes saisies ;
Abolition des redevances féodales du fermage.

POUR LES SOLDATS :

Amélioration de l'ordinaire ;
Augmentation du prêt ;
Suppression du rabiote ;
Obtention des droits politiques ;
Suppression de la justice militaire ;
Suppression de la loi de 2 ans, retour à la loi d'un an.

POUR LES TRAVAILLEURS COLONIAUX :

Application immédiate aux colonies des libertés démocratiques, liberté intégrale de presse, de réunion, d'association, droit de vote et d'élection ;
Reconnaissance des syndicats.

POUR LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS, LES JEUNES ET LES FEMMES :

A travail égal, salaire égal.

CONTRE LA VIE CHÈRE ET LES SPECULATEURS :

A la lanterne, les fauteurs de vie chère !

Formons dans chaque localité des Comités de consommateurs, ménagères, petits commerçants, dans le but d'exiger, avec les Comités d'entreprises, le contrôle et la diminution des prix.

Manifestations de masse dans les grands magasins.

OU PRENDRE L'ARGENT ?

- Réduction immédiate des budgets de guerre ;
- Utilisation des crédits pour le développement d'œuvres sociales en faveur des travailleurs ;
- Augmentation de l'impôt progressif sur les grosses fortunes ;
- Confiscation des gros héritages ;
- Limitation des bénéfices patronaux ;
- Restitution des sommes versées à l'Etat aux entreprises nationalisées (Brandt : 140 millions, etc...) ;
- Expropriation des grands services publics et entreprises sans indemnités ;
- Fusion des Banques et contrôle du crédit par les Comités de travailleurs.

COMMENT REALISER ?

Pour organiser, défendre, appliquer ces mesures en faveur de la classe ouvrière, des petits paysans, des classes moyennes, organisons par les **COMITES D'ENTREPRISES** le

CONTROLE OUVRIER ET PAYSAN SUR LA PRODUCTION !

Dès maintenant, organisons :

Le contrôle de l'embauche et de la débauche ;

Le contrôle des temps de travail.

Exigeons le respect du contrat collectif, l'élargissement des droits des délégués élus, l'extension de ces droits aux jeunes travailleurs, la constitution effective de Comités d'entreprises permanents, contrôlables et révocables par l'ensemble du personnel ;

L'organisation immédiate de Congrès de délégués d'usines par région et sur le plan national.

Exigeons l'abrogation de la loi sur l'arbitrage obligatoire !

Organisons et préparons dès maintenant le renouvellement des contrats collectifs et leur élargissement ; l'introduction de l'échelle mobile !

Il faut pour cela que les syndicats deviennent des instruments de lutte et non de compromission avec le patronat et l'Etat français bourgeois.

Nous n'imposerons ces mesures qu'en nous préparant à une nouvelle offensive contre le patronat, par la grève et l'occupation en masse des usines, chantiers, bureaux, fermes, etc...

et en exigeant la suppression du secret commercial.

Nous déclarons que cette politique ne peut être menée que grâce à une lutte acharnée, pour instaurer le socialisme et exproprier la grande bourgeoisie.

Pour se défendre dans cette lutte, le prolétariat doit mettre à l'ordre du jour la question de l'organisation de ses **milices prolétariennes**, de son armement.

Sur tous les lieux de travail, dans les quartiers et les villages, dans l'armée, doivent être construits et développés des **Comités** de masse des ouvriers, qui seront l'expression « soviétique » de la volonté révolutionnaire du prolétariat.

Ce programme est dénoncé par toute la réaction fasciste comme un programme de « chambardement » et de « soviétisation ». Depuis le *Flambeau* jusqu'au *Temps*, au *Petit Parisien*, etc... la bourgeoisie s'écrie : « Le trotskysme — voilà l'ennemi. » Les chefs du Front Populaire, l'*Œuvre*, le *Populaire* et l'*Humanité*, faisant écho à Staline, reprennent ce mot d'ordre réactionnaire : « Le trotskysme — voilà l'ennemi ! »

Questions et réponses

Cependant, les faits et les arguments ne nous manquent pas pour répondre aux attaques, menées avec des sommes énormes d'un côté comme de l'autre. Faisons-le brièvement sur les points fondamentaux.

I.

« Il est faux qu'aujourd'hui se posent les tâches de la Révolution socialiste, nous dit-on. Il faut simplement défendre la « démocratie » et améliorer le sort des travailleurs dans le cadre du capitalisme. »

REPONSE : L'expérience de presque tous les pays d'Europe montre que la démocratie bourgeoise (capitaliste) engendre elle-même le fascisme. Sevrering et Brüning ont préparé Hitler. Giolitti a préparé Mussolini. Azana-Companys ont préparé Franco. Le fascisme est un instrument du capitalisme, comme le parlementarisme bourgeois. Aujourd'hui, la crise de la société est si profonde que les *demi-mesures* sont insuffisantes. Le capitalisme ne peut plus faire de progrès. Il peut seulement aller de crises en crises, et finalement conduire au fascisme et à la guerre.

Seul le socialisme, par l'*expropriation* du grand capital, peut permettre de *conserver et d'étendre les libertés démocratiques pour les travailleurs*. Et inversement la véritable lutte pour la démocratie conduit inévitablement à l'expropriation de la grande bourgeoisie.

II.

Nous ajoutons que la crise du capitalisme est *internationale*. Par conséquent, c'est la lutte du prolétariat *international* qui doit l'emporter. Exalter le nationalisme et le chauvinisme, c'est apporter de l'eau ou moulin barbare du fascisme. Exalter la solidarité prolétarienne internationale contre les « patries », c'est aider le développement social. Voilà pourquoi la politique de « non-intervention » en Espagne est un crime et une trahison qu'il faut combattre implacablement. La Rocque, Doriot, Mussolini et Hitler, eux, donnent efficacement de l'aide à leur Franco. Actuellement, le chauvinisme est entretenu dans la classe ouvrière par la théorie stalinienne du « socialisme dans un seul pays ».

III.

« Si on ne défend pas le parlementarisme et l'Etat démocratique, alors le fascisme passera », nous objecte-t-on.

Nous répondons : on ne doit pas confondre les libertés démocratiques pour les travailleurs et l'Etat « démocratique » des exploiters, car celui-ci engendre le fascisme. Nous sommes prêts à appuyer toute mesure *effective* de lutte de la démocratie contre le fascisme. Mais nous voulons en retour que cette démocratie signifie pour nous *au moins une totale liberté d'agitation et d'action*. Pour cela, il faut lutter par l'action directe, car l'action parlementaire a seulement pour but de freiner et apaiser les luttes au profit du grand capital. (C'est d'ailleurs pour cela que, lorsque le Parlement est impuissant devant les luttes ouvrières, le capitalisme utilise directement la police, l'armée et le fascisme.)

Partout (Allemagne, Italie, Autriche, Espagne) l'expérience a montré que sans la lutte de classe et l'action directe des travailleurs pour garantir et élargir leurs libertés, l'Etat bourgeois parlementaire laisse les libertés s'amenuiser, et finalement permet au fascisme de préparer la prise du pouvoir dans les meilleures conditions. *Liberté d'action dans l'usine et dans la rue !* Voilà le vrai moyen de défendre les libertés arrachées, en imposant le socialisme.

IV.

« Et par quoi remplacerez-vous le système parlementaire ? »

Notre programme répond : « Par des « Conseils ou Comités élus par les masses directement et restant en contact immédiat avec elles (Soviets). » C'est là la forme historique d'organisation du pouvoir des masses travailleuses contre le capitalisme. Elle n'est pas « imposée » par une fantaisie utopique. Elle succède nécessairement aux institutions parlementaires faillies, et peut seule garantir une résistance implacable à la réaction. Chez nous, *ce système a commencé à surgir des usines depuis Juin*

avec l'institution des délégués d'entreprises. C'est pourquoi nous exigeons l'élargissement des fonctions des délégués à toutes les questions économiques et sociales. Ainsi se créera la République ouvrière et paysanne, qui détruira jusqu'au fond l'Etat bourgeois actuel, politique et militariste.

V.

Nous affirmons ensuite qu'il est vain de vouloir briser La Rocque, Doriot, Dorgères et leurs lieutenants, si l'on n'écrase pas en même temps et surtout leurs maîtres, les de Wendel, Schneider, Ley, Finaly et Cie, bref ce qu'on appelle les 200 familles, en les expropriant.

Les chefs et partis fascistes sont stipendiés par le grand capitalisme des trusts (Comité des Forges, etc...). Mettre La Rocque en prison sans accrocher de Wendel à la lanterne, c'est ne faire qu'une moitié de la besogne. Ceux qui affirment que Doriot et La Rocque sont dangereux *parce qu'ils sont les agents de l'étranger* oublient (dans un but de propagande chauvine), qu'ils sont avant tout les *agents du grand capitalisme français* (ou plutôt d'une partie du capitalisme, dont les radicaux sont les autres agents). Et contre les 200 familles, le prolétariat des villes et des campagnes exige : Expropriation ! Socialisation !

Devant la résistance du patronat et des fascistes, nous demandons l'organisation des *milices ouvrières* et *l'armement du prolétariat*.

« Mais c'est de la provocation », s'écrient les chefs du F. P., qui ferment les yeux devant les centaines de cas d'armements fascistes qui ont été dénoncés.

Il n'y a pas d'autres moyens, répondrons-nous. En Espagne, la conjuration militaire n'a pu être brisée dans les centres ouvriers que par les masses armées (malgré le Gouvernement Azana-Companys). Les fascistes s'arment et l'Etat les protège. Aux travailleurs de s'organiser pour la résistance, de s'armer par tous les moyens, de créer des groupes de défense syndicale et d'usines, des milices de quartier. Si les organisations ouvrières agissent ainsi, elles éviteront l'aventure et la provocation et elles infligeront à l'ennemi la défaite décisive. Car la lutte armée est une des phases inévitables de la lutte de classes dans l'époque présente.

VI.

Soit, nous dit-on alors parfois. Mais par cette tactique « aventuriste », « putchiste », *vous provoquerez une rupture entre les paysans, petits artisans, commerçants et employés et le prolétariat*.

Nous affirmons que c'est le contraire qui est vrai. Trotsky écrivait en 1936 : « Un principe élémentaire de la stratégie marxiste est que l'alliance du prolétariat avec les petites gens des villes et des campagnes doit se réaliser uniquement dans

la lutte irréductible contre la représentation parlementaire traditionnelle de la petite bourgeoisie. Pour gagner le paysan à l'ouvrier, il faut le détacher du politicien radical qui l'asservit au capital financier. » Autrement dit : l'union des paysans pauvres, des petits commerçants et fonctionnaires avec les ouvriers, ce n'est pas le bloc *parlementaire* (et gouvernemental) de Herriot, de Blum et de Thorez ; c'est le *front unique des masses dans l'action* sur un programme de lutte contre le grand capital et les trusts. C'est d'ailleurs ce que confirme la baisse constante d'influence des politiciens radicaux traîtres, les Herriot, Daladier, Chautemps et Cie, dans toutes les élections.

VI.

C'est aussi une banalité d'ajouter que nous ne comprenons pas l'importance de la *paysannerie*.

En réalité, nous sommes *partisans d'une politique agricole de classe*, et non du « sauvetage de l'agriculture française ». Nous sommes avec les journaliers, les petits fermiers et métayers mis en coupe réglée, contre les Vogüé, Dorgères et Cie, et les démagogues radicaux, les Boret, Barthe et Cie, contre les trusts des engrais, du lait, du vin, les Banques hypothécaires et Crédits fonciers qui sucent le paysan pauvre jusqu'au sang. *Il faut émanciper révolutionnairement la paysannerie pauvre si l'on veut assurer le bloc nécessaire des travailleurs de la ville et des champs.*

VIII.

Le Gouvernement Blum et Thorez nous poursuit parce que nous crions : « *A bas les deux ans !* » Là encore, nous sommes le seul parti prolétarien fidèle à l'antimilitarisme de classe. *Nous sommes adversaires du militarisme bourgeois*, en temps de paix comme en temps de guerre, même si c'est Blum et Thorez qui sont au pouvoir, même si c'est une alliance militaire avec l'U.R.S.S. qui fonctionne — *tant que le capitalisme reste au pouvoir*. Est-ce clair ?

Voici un tableau qui résume nettement notre position :

POLITIQUE DE DALADIER-BLUM-THOREZ ENCOURAGEE PAR SCHNEIDER-LA ROCQUE, DORIOT ET Cie.

1. Service de 2 ans.
2. Interdiction de lire les journaux ouvriers à la caserne. Discipline de classe. Aucun droit politique au soldat.
3. Budget de guerre de 60 milliards.

POLITIQUE DU P.O.I.

1. Réduction du temps de service (d'un an au moins).
2. Droits politiques aux soldats. Organisation de Comités de soldats ; élection des commandants. Milice prolétarienne.
3. Dégonflage du budget de guerre. Affectation des milliards libérés au chômage, grands travaux, œuvres sociales.

4. Préparation intensive de la guerre (défense passive, constructions, stocks, périodes).

5. Nationalisation au bénéfice des munitionnaires (Renault, Hotchkiss, Brandt, etc.).

6. Projet de « nation armée » (guerre totale). Préparation militaire obligatoire.

7. Alliances militaires secrètes (Belgique, Angleterre, U.R.S.S.). Politique de la « sécurité collective », c'est-à-dire des alliances militaires.

8. En cas de guerre, soumission aux ordres de l'Etat-Major, pour la défense des coffres-forts : « Jusqu'au bout ! »

4. Lutte contre le nationalisme et le chauvinisme. Démasquer les buts capitalistes et impérialistes de la guerre.

5. Socialisation des industries de guerre sans indemnités.

6-7. Politique extérieure fondée sur l'alliance prolétarienne internationale. Pour vaincre Hitler et Mussolini, ne pas compter sur les baïonnettes françaises, mais sur les prolétaires allemands, sur l'exemple révolutionnaire de l'extérieur, et, en cas de guerre, sur la fraternisation sur les fronts.

8. Dans la guerre, lutte de classes continue, défaitisme révolutionnaire pour entraîner la chute de tous les impérialismes en guerre.

Nous déclarons, comme Karl Liebknecht : « Notre ennemi est chez nous ! »

IX.

« Mais si la guerre éclate contre l'U.R.S.S. ? »

Pour répondre à cette question, il faut d'abord dire ce que l'on pense de l'U.R.S.S. On veut nous représenter comme les ennemis des travailleurs de l'U.R.S.S., alors que nous sommes parmi les défenseurs de la première heure de la Révolution soviétique russe. Mais nous affirmons que, depuis vingt ans, le régime de la Russie soviétique a profondément changé.

Par suite de l'isolement de l'U.R.S.S. et du retard de la Révolution mondiale, le système soviétique et le P. C. russe se sont bureaucratisés. La bureaucratie, composée d'une aristocratie ouvrière, est devenue une caste dominante et a écrasé toute démocratie prolétarienne. Staline est son représentant tout puissant. La Russie mène dans le monde une politique nationale, et ses dirigeants ont abandonné ouvertement le but de la Révolution socialiste mondiale.

Malgré cela, certaines conquêtes fondamentales de la Révolution d'Octobre subsistent encore : la propriété étatique-collective de l'industrie, des transports, du commerce, du sol (partiellement) ; le monopole du commerce extérieur. Cela doit être défendu contre le capitalisme international. Mais cette défense ne peut, selon nous, se faire que par l'extension de la Révolution à d'autres pays, et non par l'alliance militaire et l'étranglement de la Révolution socialiste. Nous n'identifions pas les travailleurs soviétiques et le Gouvernement de Staline. Nous sommes des adversaires irréductibles de la politique de Staline,

qui démoralise et divise le mouvement ouvrier international, mais nous sommes des défenseurs des conquêtes sociales d'Octobre, dont Trotsky fut un des grands pionniers, qui constituent un immense pas en avant dans le développement social de l'humanité.

Dans deux *Procès sensationnels à Moscou*, Staline a prétendu démontrer que Trotsky et la IV^e Internationale voulaient... le rétablissement du capitalisme et du fascisme en U.R.S.S. ! Avec cette calomnie idiote et monstrueuse, Staline a fait fusiller Zinoviev, Kamenev, Smirnov, Piatakov et des dizaines d'autres vieux bolchéviks. Mais sous les coups de notre contre-procès et de nos révélations, toutes les inventions, machinations et provocations de la Guépéou se sont écroulées. Aujourd'hui, Yagoda, pendant dix ans l'exécuter de Staline à la tête de la Guépéou, provocateur en chef, est arrêté et dénoncé comme voleur, prévaricateur, noceur, tortionnaire. Il en savait trop !

X.

Quelle est la position du P.O.I. dans la Révolution espagnole ? Répondons brièvement à cette question.

Nous affirmons :

1° Qu'en Espagne, il s'agit d'une lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie capitaliste. Nous ne soutenons que cette lutte de classe.

2° Que le dilemme qui se pose est : socialisme ou fascisme.

3° Que pour gagner la guerre il faut arracher le pouvoir aux radicaux-libéraux, et exproprier la grande bourgeoisie.

4° Que le Parlement et sa séquelle n'étant qu'une fiction, il faut faire passer tout le pouvoir aux Comités de miliciens, d'ouvriers et de paysans, sous peine de voir une dictature militaire s'installer aussi dans le camp « républicain ».

5° Que la victoire de la Révolution socialiste en Espagne serait le coup le plus rude porté à Hitler, à Mussolini, à La Rocque et à l'impérialisme mondial. Voilà pourquoi notre mot d'ordre en France reste : *A bas le blocus ! Aide pratique aux ouvriers espagnols ! Soutien à la IV^e Internationale en Espagne !*

II

Trotsky !

Nos adversaires et nos ennemis nous appellent « trotskystes » et calomnient Trotsky avec une rage insensée. Le fascisme français ou allemand attaquent Trotsky comme l'homme qui lutte pour continuer la révolution socialiste dans le monde, que Staline a abandonnée. Aujourd'hui, les staliniens dépassent même

le fascisme dans les calomnies ordurières contre le compagnon de Lénine. Mais 40 ans de lutte internationale répondent pour lui. Les faits et l'histoire indestructibles demeurent. Trotsky est entré dans la lutte politique marxiste il y a 40 ans, et il lui est restée fidèle, dans la prison, dans la déportation, dans l'action politique, au pouvoir, dans l'exil — en toutes circonstances. Voilà pourquoi Trotsky est devenu pour la classe ouvrière le symbole de la lutte hardie et implacable pour le socialisme international.

Tendances du mouvement ouvrier

Nombreux sont ceux qui s'affirment d'accord avec notre programme, mais qui nous reprochent d'être *sectaires*. Ils visent par là notre isolement relatif des plus grandes masses ouvrières.

Mais nous répondons que l'adhésion des grandes masses au programme révolutionnaire ne pourra devenir un fait que si le parti ouvrier maintient fermement, dans tout le cours de son action, sa doctrine. Actuellement, la tendance dominante dans les organisations ouvrières, c'est le *réformisme*. Dans la C.G.T. cela se traduit par l'attitude des dirigeants favorables à la politique de Blum, à la « paix sociale », à l'arbitrage obligatoire, etc... Le *Parti Communiste* et le *Parti Socialiste* ont aussi au fond la même politique.

Le stalinisme diffère du réformisme classique surtout par les méthodes, mais quant au fond il s'y adapte entièrement (soutien de la Société des Nations, collaboration de classes, etc.). C'est la raison pour laquelle la *fusion* entre ces deux partis (unité organique) ne peut apporter aucun avantage à la cause révolutionnaire. Elle ne peut au contraire que faire prédominer les méthodes de provocation policière et de calomnies de la Guépéou dans le courant réformiste unifié, et rendre ainsi plus difficile son évolution vers une politique de classe. La fusion de la II^e et de la III^e Internationales aurait exactement les mêmes conséquences.

Mais il existe des *courants de gauche*, qui oscillent entre le réformisme et le P.O.I. C'est pourquoi nous les appelons « centristes ». A ces courants se rattachent la « Gauche Révolutionnaire » de Marceau Pivert dans le P.S., et le Groupe « Que Faire ? » encore proche du stalinisme.

La *Gauche révolutionnaire socialiste* prétend concilier la défense d'une position socialiste de classe avec la soumission aux directives politiques du Gouvernement Blum. La G.R. s'est donc réduite à un commentaire critique mais purement verbal de cette politique, c'est-à-dire qu'en réalité elle la couvre. Elle s'est distinguée surtout par sa pusillanimité, jusqu'à accepter sa dissolution au Conseil national S.F.I.O. d'avril 1937. Sa caracté-

téristique est le divorce entre les *paroles* (révolutionnaires) et les *actes* (dans la pure tradition du socialisme de parole, inactif et parlementaire).

Le *Groupe Que Faire?* ne tire pas les conclusions inévitables de la dégénérescence stalinienne. Il s'adapte avec une protestation de surface, aux conceptions du P.C. sur la « guerre démocratique » et sur le soutien de l'expérience du Front Populaire.

Le mouvement *anarchiste* (Union anarchiste et C.G.T.S.R.) se distingue en France par son caractère individualiste et son faible développement. Dans ses diverses nuances, il continue la philosophie « anti-autoritaire » et « anti-politique » de Proudhon, qui le laisse désarmé devant les expériences concrètes de la lutte pour la destruction de l'Etat bourgeois. Cependant, dans le sein de ses éléments les plus jeunes apparaît une orientation vers le communisme scientifique (marxisme), à la fois dans la question de la lutte contre l'Etat et de la nécessité du parti. Le vieux dilemme : centralisme ou fédéralisme, a tendance à disparaître sous les coups de la lutte de classes et de la guerre civile. L'individualisme petit-bourgeois recule chaque jour devant les chocs des classes. Les meilleurs éléments du courant anarchiste peuvent et doivent ainsi rejoindre et soutenir l'action du P.O.I., comme nous nous efforçons d'y parvenir en toute occasion.

Enfin, il faut mentionner le courant du « *syndicalisme pur* », qui croit pouvoir « nier » l'existence des partis, et leur rôle dans la lutte politique et économique du prolétariat. Mais ce courant est en forte décadence devant l'évidence croissante des faits.

Signalons aussi l'activité des groupes J.E.U.N.E.S. et *Nouvel Age*, qui se disputent la paternité de plans « techniques » irréprochables pour l'organisation de la société. A ces groupes s'appliquent très bien les remarques de Marx sur le « socialisme critico-utopique » de Fourier, Saint-Simon et autres (dans le *Manifeste Communiste*) : « Les inventeurs de ces systèmes discernent, il est vrai, l'antagonisme des classes, ainsi que l'action des éléments dissolvants au sein de la classe dominante même. Mais ils n'aperçoivent, du côté du prolétariat, aucune spontanéité historique, aucun mouvement politique qui lui soit propre... L'histoire future du monde se résoud pour eux dans la propagande et la mise en pratique de leurs plans de société. » Mais, comme le dit Marx, « l'importance du socialisme et du communisme critico-utopiques est en raison inverse du développement historique. Au fur et à mesure que la lutte de classes se développe et prend forme, ce dédain fantastique à son égard, cette guerre fantastique qu'on lui fait, perdent toute valeur pratique, toute raison théorique. Si donc les auteurs de ces systèmes furent révolutionnaires à maints égards, leurs disciples constituent régulièrement des sectes réactionnaires. »

Travailleurs, à l'action avec le P.O.I. et les J.S.R.!

L'heure a sonné de rassembler ses forces pour les nouvelles luttes qui s'annoncent.

Doriot, La Rocque et Cie unifient leurs forces pour repartir à l'assaut du prolétariat. Le Gouvernement Blum ne se survit que grâce aux piqûres d'huile camphrée du capitalisme. Demain se posera à nouveau la question inéluctable : *Qui détiendra le Pouvoir?* Le capitalisme et ses serviteurs, ou la classe ouvrière ?

Dans le dos de Blum et Daladier, les Franco et les Hitler français se préparent.

Le P.O.I. et les J.S.R. vous montrent la voie de la riposte !

Avec la QUATRIEME INTERNATIONALE, pour la lutte révolutionnaire, Travailleur rejoins nos rangs !

Nous voulons unir les énergies prolétariennes, cimenter les forces nécessaires pour vaincre. Avec les opprimés et les exploités, nous irons à la victoire. Dans l'Europe prête à sombrer dans la guerre impérialiste, notre appel retentit comme l'espoir suprême. Travailleur, à l'action avec le P.O.I. et les J.S.R.!

PUBLICATIONS POPULAIRES

— — Service des livres du P. O. I. — —

<i>Ouvrages de L. Trotsky</i>			
La révolution trahie.....	18	>	<i>Lénine. K. Marx et sa doctrine</i> 2 >
L'Internationale Communiste après Lénine ...	24	>	Thèses, manifestes et Résolutions des quatre premiers congrès de P. C. 20 >
Où va la France?.....	7	50	<i>A. Rosmer. Histoire du mouvement ouvrier pendant la guerre</i> 36 >
La bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov	3	>	<i>A. Gide. Retour de P.U.R. S.S.</i> 6 >
La Révolution défigurée..	15	>	<i>C. Naville. A. Gide et le communisme</i> 5 >
La nouvelle Constitution de l'U.R.S.S.	1	>	Sur les Procès de Moscou, 18 questions, 18 rép... 0 50
<i>L. Sédov. Livre rouge sur le procès de Moscou...</i>	4	>	<i>Compte chèque postal Naville 1333-80. — Paris.</i>
<i>Victor-Serge. Destin d'une révolution</i>	18	>	
<i>F. Adler. Un procès en sorcellerie</i>	3	>	
<i>Lénine. L'Etat et la Révolution</i>	4	>	

JEUNES !

Lisez

“ RÉVOLUTION ”

Organe Mensuel de la
“ Jeunesse Socialiste Révolutionnaire ”

PRIX DU NUMERO : 0 fr. 50.

Abonnements

24 numéros	10 fr.
12 numéros	5 fr.
6 numéros	3 fr.

15, PASSAGE DUBAIL, PARIS (10^e).

Fonds au Compte chèque postal : Zeller, 2033-74, Paris.

Lisez chaque semaine

LA LUTTE OUVRIÈRE

Organe hebdomadaire du P. O. I.

PRIX DU NUMERO : 0 fr. 50.

Abonnements

France 1 an, 22 fr. — 6 mois, 11 fr.

Etranger 1 an, 40 fr. — 6 mois, 20 fr.

15, PASSAGE DUBAIL, PARIS (10^e).

Compte chèque postal : Alfred Bardin, 1907-81, Paris.

Lisez chaque mois

QUATRIEME INTERNATIONALE

Revue théorique du P. O. I.

PRIX DU NUMERO : 2 francs.

Abonnements

France 1 an, 20 fr. — 6 mois, 10 fr.

Etranger 1 an, 30 fr. — 6 mois, 15 fr.

15, PASSAGE DUBAIL, PARIS (10^e).

Compte chèque postal : Naville, 1333-80, Paris.



IMPRIMERIE CARRÉ-PIERSON
35, Boulevard de Strasbourg — PARIS-10^e